

Féminisme 10

@payetonepfl
dénonce le sexisme
structurel à l'EPFL

International 13

Brésil: déclin
du bolsonarisme
et percée du PSOL

Culture 15

Le monde du jeu
vidéo, terreau fertile
pour le capitalisme

Édito

L'écologie au-delà des belles paroles

Lundi 30 novembre, la jeune ZAD de la Colline, installée sur le horst calcaire surplombant la commune de La Sarraz, se réveille avec la gueule de bois. La veille, la trop bien nommée Suisse primitive a fait barrage à l'initiative, pourtant timide, sur les « multinationales responsables ». Les zadistes réagissent par un communiqué prenant acte de « l'échec de la démocratie suisse » et appelant à « la désobéissance civile ».

Levée de boucliers quelques heures plus tard: la classe politique unanime pousse des hauts cris au nom de la loi et du respect des institutions. On n'avait pas autant entendu parler de l'État de droit depuis longtemps. C'est la démocratie suisse qu'on assassine, le spectre de la guerre civile hante les confins du Gros-de-Vaud.

Le PLR, cohérent, hurle à l'activisme violent et invoque la sainte propriété privée. Les Vert-e-s, après un timide soutien de la ZAD en octobre mais plus à l'aise dans leur rôle de caution de l'hypocrisie écologique dominant l'action publique – et voyant déjà leur électorat les abandonner – se désolidarisent comme on ferme sa porte à un pestiféré.

Dans les deux cas, une touche de paternalisme permet de se donner de la hauteur. On rappelle à l'ordre ces grands enfants idéalistes qui ne veulent



pas comprendre les nécessités du monde réel, c'est-à-dire du capitalisme mondialisé. L'occupation « bon enfant » de la colline, passe encore, mais une action concrète avec de vraies conséquences, vous n'y pensez pas!

C'est précisément ne pas comprendre – ou trop bien comprendre – le principe d'une ZAD et, plus largement, de l'action directe. Les « Zones à défendre », apparues ces dernières décennies en France, tirent leur raison d'être d'une volonté de faire de la politique en actes et non en paroles. Lorsque les Vert-e-s défendent la loi CO₂ tout en expliquant à qui veut les entendre qu'on ne pouvait pas espérer mieux avec un parlement de droite, le parti « écologiste » se donne bonne conscience tout en faisant l'aveu de sa parfaite inutilité. À l'opposé, la ZAD rend visibles les contradictions derrière le *greenwashing* de Holcim et du Canton. Et, en libérant physiquement des territoires de la logique marchande, elle montre que les forces du marché et des États qui le soutiennent ne sont pas invincibles.

La ZAD gêne les politicien-ne-s car elle conteste leur légitimité et, plus profondément, révèle le vide de leur action, leur fausse conscience. Le respect de la légalité, l'importance du « consensus », tout cela camoufle tant bien que mal la belle unanimité d'un personnel politique ne souhaitant surtout pas changer le monde mais se contentant de gérer l'ordre existant, c'est-à-dire de régler les affaires courantes au service du marché. La prise de la Bastille n'était ni pacifique ni légale, la lutte pour les droits civiques non plus.

Mais la ZAD fait plus encore. Par son existence même, elle prouve par l'exemple qu'un autre monde est possible. L'auto-organisation, l'horizontalité de la prise de décision, l'apprentissage du commun plutôt que le règne de la propriété exclusive, le soin apporté à l'environnement, le refus du productivisme et de la consommation comme mode d'être, tout cela est possible et les ZAD en sont une incarnation. Une démonstration inquiétante pour la droite, bien sûr, mais aussi pour la « gauche » petite-bourgeoise, empêtrée dans son désir de changement sans changement.

Guy Rouge

GENÈVE

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

GRANDE MANIFESTATION CRISE SANITAIRE: POUR DES MESURES D'URGENCE EN FAVEUR DE LA POPULATION!

14 H
15 H 30

RASSEMBLEMENT SUR LA PLAINE DE PLAINPALAIS
HOMMAGE AUX DISPARU-E-S DU COVID. MUSIQUE

Nous vivons une crise grave et multiforme: sanitaire, sociale, économique, climatique, financière, démocratique. Il n'y aura pas de retour à la « normale ». Soit la crise du Covid-19 accélérera la transition écologique et sociale, soit la réanimation de l'économie se fera aux dépens de la population et du climat.

Affirmons nos solidarités en prenant la rue ensemble, et exigeons des mesures d'urgence pour protéger toutes les personnes dont les moyens d'existence ont été frappés par la crise.

Manifestation organisée par la CGAS Soutenue par: Action Antifasciste Genève, ADC, ALClP, Allemative refugee center et Badil resource center, APC, Asema, ASLOCA, Association des Chiliens résidents de Genève, Brigade de Solidarité Populaire Genève, Cartel intersyndical, Centrale Sanitaire Suisse Romande, Collectif 15 mai pour la justice sociale et climatique, Collectif de soutien aux sans-papiers, Collectif des Assises enfants et jeunes majeure-s non accompagnée-s, Collectif genevois pour la grève féministe, CUAE, Ensemble à Gauche, l'étincelle, Fairilstages, Grève climat Genève, Jeunes engagée-x-s, Jeunes POP, Jeunes Vert-e-s, Jeunesse socialiste, Jeunesse solidaire, Libradio, Organisation socialiste des travailleurs, Parti du Travail, Parti Socialiste, Quartiers collaboratifs, Le Silure, SEV, SIT, solidaritéS, SSM, SSP, SSPM, Syna, Syndicom, UNIA, Urgence Convergence, USDAM, les Vert-e-s

SOUTENEZ-NOUS! OFFREZ UN ABONNEMENT POUR 30 FRANCS!



→ ÉCRIVEZ SIMPLEMENT UN COURRIEL À:
ABOS@SOLIDARITES.CH

DERNIERS JOURS DERNIERS JOURS DERNIERS JOURS DERNIERS JOURS

**SIGNEZ ET FAITES SIGNER
LES RÉFÉRENDUMS
→ CONTRE LA LOI CO₂
→ CONTRE LA LOI SUR LES
MESURES POLICIÈRES DE LUTTE
CONTRE LE TERRORISME**

FEUILLE DE SIGNATURES TÉLÉCHARGEABLES SUR NOTRE SITE
RENVOYEZ AU PLUS VITE VOS FEUILLES SIGNÉES!

Impressum	Tirage	5000 exemplaires 23 n° par an	Aide Martenot Julien Nagel Pierre Reboud José Sanchez
Éditeur	Comité éditorial	Claire Almeida Lazor Laura Cazador Pierre Conscience Joseph Dolier	Recteur Gaelle Kovdév Marc Leemann Gabriella Lima Guy Rouge
Journal solidarités Case postale 2089 1211 Genève 2 T +41 22 740 07 40 E journal@solidarites.ch W solidarites.ch/journal	Maquette et mise en page	Niels Wehrspann Converture	Pascal Vosicki Françoise Wos Niels Wehrspann Niels Wehrspann Olivier Noe Perez Webmaster Sébastien L'Hoire

Abonnements	Annuel	fr. 80	Contacts régionaux du mouvement
Étudiant-e-s, chômeur-euses, AVS/Al...	Soutien	150	Genève
3 mois à l'essai	Pour payer:	150	25, rue des Gares Case postale 2089 1211 Genève 2 T +41 22 740 07 40 E info@solidarites.ch
Demanda d'abonnement et changements d'adresse:	Gratuité:	150	Fribourg/Friburg
▶ abos@solidarites.ch	CCP 17-216950-1 IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	150	Case postale 532 1701 Fribourg E fribourg@solidarites.ch W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel	Case postale 3105 2001 Neuchâtel T +41 77 502 79 53 E ne@solidarites.ch W solidarites.ch/ne
Vaud	5 place Chauderon 1003 Lausanne T +41 79 302 38 34 E vaud@solidarites.ch W solidarites.ch/vaud

RÉVÉLER L'INVISIBLE

Plusieurs procès initiés par ou à l'encontre d'activistes écologistes se succèdent en Suisse et ailleurs. Comment articuler cette judiciarisation avec une nécessaire recrudescence des luttes sociales ?



En décembre 2020, lors du procès de notre camarade Teo pour son rôle dans la visite *Tourisme du Pire*, qui s'est conclu par son acquittement.

L'Accord de Paris comme catalyseur

Un match de tennis légendaire ou des mains rouges sur le Crédit Suisse; une bataille de charbon dans les locaux d'UBS; des visites touristiques interrompues; des ponts, routes et ronds-points bloqués; une colline vaudoise occupée et célébrée; des êtres sentent-e-s filmé-e-s et sauvé-e-s; des multinationales discrètes dérangées par des visites peu communes; l'irresponsabilité de l'État suisse quant à la catastrophe climatique traînée par nos ainé-e-s devant la Cour européenne des droits de l'homme... Alors que certain-e-s rêvaient d'un autre monde plus démocratique, écologique, féministe et solidaire sur la place Fédérale, les actions judiciaires se multiplient et ouvrent une nouvelle séquence politique

presque inédite pour les mouvements sociaux en Suisse.

Alors que nous fêtons amèrement les 5 ans de la signature de l'Accord de Paris, celui-ci constitue néanmoins un tournant, voire même un catalyseur de la lutte climatique au sein des instances judiciaires puisqu'il institue des obligations opposables aux États. On constate ainsi une judiciarisation croissante de la question climatique, illustrée dernièrement par les deux procès (Nicolas et Loris) des « mains rouges » ou le dépôt d'une requête à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) par six jeunes Portugais-es. Celles-celles-ci attaquent 33 États européens pour violations de leurs obligations et atteinte à leurs droits fondamentaux. Ce type de recours à l'une des plus hautes instances juridiques pourrait consti-

tuer un outil intéressant pour un mouvement transnational pour la justice climatique.

La multiplication des procès climatiques (et écologistes) ici et ailleurs est la conséquence de l'inaction des États et, en réaction, de la recrudescence d'actions de désobéissance civile par des mouvements comme la Grève du Climat ou Extinction Rebellion. Un soutien actif à tous ces procès est nécessaire, car ceux-ci créent un précédent sur lequel les mouvements écologistes peuvent s'appuyer pour renverser les rapports de force.

Rendre visible les destructions, violences et responsabilités

Un point commun entre ces procès est la volonté de « rendre visible l'invisible ». Par exemple, cer-

tains actions visent à mettre en lumière le rôle meurtrier de la place financière suisse dans la catastrophe globale. En finançant activement de nouveaux projets d'exploitation et des infrastructures fossiles, les banques, assurances ou caisses de pension portent une responsabilité centrale dans la chaîne de causalité des destructions et des violences. La place financière, nous le savons, détruit les conditions de vie de centaines de milliers de personnes dans les pays du Sud global, perpétuant les rapports de domination néocoloniaux entretenus par les pays capitalistes développés sur le reste du monde.

Perspectives politiques et questions ouvertes

À l'heure où les manifestations climatiques ont de la peine à redémarrer, les futurs procès pourraient jouer un rôle de catalyseur pour redynamiser et massifier les actions collectives des mouvements écologistes. Cela passera en premier lieu par l'établissement d'une coordination nationale entre l'ensemble des procès pour qu'ils puissent prendre connaissance de l'existence de l'ensemble des actions juridiques en cours, s'enrichir mutuellement, créer des solidarités concrètes et, si possible, définir une ligne politique et stratégique commune. Similairement, des convergences concrètes sont à construire sur la question de la répression des mouvements sociaux et les violences subies par les personnes les plus vulnérables – et les moins responsables des politiques climatiques.

La place financière est certainement la cible toute désignée pour sensibiliser la population et créer un cadre large, unitaire et radical. À condition de permettre à une diversité d'actions (outils institutionnels, désobéissance civile, boycott généralisé, mise en place d'alternatives, etc.) de coexister de manière complémentaire et consciente. Au vu des difficultés que nous avons à combattre tant les multinationales que la place financière (récent refus de l'initiative pour des « entreprises responsables », absence de mesures contraignantes concernant ces deux secteurs dans la dernière Loi sur le CO₂), le recours à l'outil juridique, avec les nombreuses limites qu'il comporte, constitue une partie de la réponse.

Alexis Dépraz Steven Tamburini

LE CONSEIL FÉDÉRAL À PLAT VENTRE DEVANT LA *BIG PHARMA*

On vous avait parlé de la pratique des prix de vitrine des médicaments (*solidarités* n° 376). L'Office fédéral de la santé publique semblait réticent. Tu parles, Charles! Le projet de modification de la LAMal cède avec complaisance aux demandes des industriels.

Lectrices, lecteurs, accrochez-vous : voici une hypocrisie de la plus belle eau. La modification de la Loi sur l'assurance maladie est en effet vendue comme faisant partie du 2^e volet des mesures visant à freiner la hausse des coûts. Elle fait office de contre-projet indirect à l'initiative populaire fédérale « Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé » déposée par le PDC, devenu Le Centre.

En 2018, un premier train de mesures avait été adopté. La révision actuelle poursuit dans le même sens. Officiellement, il s'agit de « freiner l'évolution des coûts des prestations à la charge de l'AOS [Assurance obligatoire des soins], afin de limiter la hausse des primes à payer par les assuré-e-s. » (Rapport explicatif).

Pour ce faire, le projet généralise un premier modèle, celui du contrôleur d'accès. Soit un mécanisme semblable à celui du médecin de famille, pour éviter les consultations inutiles. Puisque ces stupides assuré-e-s ne font que courir à travers tout le pays pour consulter des spécialistes au moindre bobo...

Cette révision prolonge aussi les modèles des prix de médicaments que nous connaissons actuellement et autorise légalement les rétrocessions opaques de l'industrie pharmaceutique aux assurances. Car, voyez-vous : « *Tous les modèles de prix ne peuvent cependant pas être mis en œuvre en toute transparence. Si les restitutions sont trop élevées, les titulaires d'autorisation ne sont pas disposés à les rendre publiques.* » Les titulaires d'autorisation sont ces

pauvres hères de l'industrie pharmaceutique internationale. À qui l'on concède en outre le droit de taire les rétrocessions faites aux assurances : « *Il importe que l'accès aux informations sur le montant, le calcul et les modalités des restitutions prévues à l'art. 52b puisse être refusé.* » Ainsi assureurs et pharma

négoieront des prix réels des médicaments découplés du prix officiel, rendant impossible désormais la connaissance du coût réel du traitement. Seuls les « prix de vitrine », soit les prix publics, seront connus. Le contrôle des prix est ainsi vidé de toute substance.

Daniel Süri



Récolte de signatures de l'initiative « Pour des primes plus basses » du PDC

GILEAD PROFITE

Le laboratoire américain Gilead a profité de la crise sanitaire pour réaliser une superbe arnaque.

Développé contre le virus Ebola, le remdésivir n'a donné aucun résultat sur le coronavirus. En proposant au début de la pandémie ses doses inutilisées en Afrique, Gilead n'avait pas grand-chose à perdre.

Un premier petit test est effectué à Wuhan, foyer chinois de l'épidémie du Covid-19. Les résultats publiés en avril dans la revue *The Lancet* ne montrent aucune efficacité sur la mortalité.

Un nouvel essai aux États-Unis donne toujours le même résultat. Par contre, les patient-e-s malades récupèrent un peu plus vite. Fort de ce test, Gilead offre son stock de 1,5 million de doses aux États-Unien-ne-s.

L'agence européenne des médicaments (EMA) autorise alors sa commercialisation le 25 juin de manière conditionnelle, malgré de nombreux manques dans les données fournies.

Gilead fixe le prix à 390 \$ la dose. Le traitement en nécessite six. Des calculs effectués par des chercheur-euse-s indépendant-e-s évaluent le prix de la dose à 0,93 \$, soit 420 fois moins cher.

La Commission européenne (CE) accepte ce prix de l'industriel et passe un accord couvrant 30 000 traitements. Puis le 7 octobre, c'est une commande de 500 000 doses qui est conclue, alors que Gilead vient de recevoir les résultats de l'essai Solidarity. Réalisé sur 2750 personnes à l'échelle européenne, celui-ci conclut à l'absence de tout effet bénéfique de la molécule. Or, Gilead n'a pas signalé ces résultats. Et la CE n'a pris aucun renseignement auprès de l'OMS. Depuis, les ventes de 640 000 doses ont rapporté à Gilead 220 millions d'euros, pour un médicament inutile.

José Sanchez

C'ÉTAIT DÉJÀ NON, C'EST ENCORE NON ET CE SERA TOUJOURS NON!

Différentes délégations du Collectif de la Grève Féministe de Suisse se sont retrouvées sur la place Fédérale à Berne pour répéter qu'elles sont contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes et qu'elles ne lâchent rien!

Lundi 14 décembre, sur la place Fédérale, toute l'après-midi et à tour de rôle, nous avons lu dans les trois langues nationales, la lettre envoyée à tou-te-s les parlementaires fédéraux-ales. Une après-midi entière pour qu'elles et ils prennent connaissance de la colère des féministes et de notre détermination à combattre le projet AVS 21, mais aussi exiger un système de prévoyance vieillisse égalitaire et solidaire.

Dans cette lettre, le Collectif de la Grève Féministe explique aux parlementaires que cette fois encore, nous nous opposons au projet inique de réforme de l'AVS en leur rappelant qu'en juin 2019 déjà, nous étions des centaines de milliers à dire *non*:

« La hausse de l'âge de la retraite des femmes concerne tout le monde. Il s'agit du verrou à faire sauter pour, par la suite

imposer à toutes et tous, de travailler jusqu'à 66 ou 67 ans, voire plus, dans des conditions précaires durant la vieillesse!

Mais cette mesure frappe surtout celles qui, parmi nous ont les conditions de travail les plus difficiles. Celles qui cumulent travail salarié et travail domestique, et qui finissent par s'épuiser, physiquement et psychologiquement. Celles qui survivent avec des emplois précaires et mal payés et qui peinent à boucler leurs fins de mois, notamment les mères qui élèvent seules un ou plusieurs enfants. Celles qui ont 50 ans et plus et qui sont en situation de chômage de longue durée. Ou encore celles qui sont déjà à la retraite et survivent avec des rentes de misère alors qu'elles ont travaillé toute leur vie et, pour certaines, élevé des enfants, contrairement aux 25% des hommes les plus aisés, qui



L'action du 14 décembre

eux partent en retraite anticipée à 60 ans avec une rente de 5000 francs par mois ou plus! Ce sont souvent ces mêmes hommes qui veulent nous imposer de travailler plus longtemps. Ceci est non seulement inadmissible mais totalement cynique!

Aujourd'hui, nous sommes encore et toujours moins bien payées que les hommes. Nos fiches de paie indiquent un salaire en moyenne de 32% inférieure à celui des hommes, car la discrimination salariale s'ajoute au temps partiel, à la moindre valorisation des métiers majoritairement féminins et au travail non rémunéré. Cet écart a un impact néfaste sur nos rentes. Globalement, nous tou-

chons aujourd'hui une rente de 37% inférieure à celle des hommes. L'inégalité vient principalement du 2^e pilier, où l'écart entre les genres est de 63%.

Par ailleurs, en 2018, 44% des nouvelles retraitées n'avaient pas de 2^e pilier. Il est grand temps d'admettre que le système des trois piliers ne fonctionne plus et que ce dont nous avons besoin n'est pas de travailler plus longtemps, mais de bénéficier de rentes suffisantes et dignes.» (extrait de la lettre du 14 déc.2020, envoyée par le Collectif de la Grève Féministe à tou-te-s les parlementaires fédéraux-ales)

La campagne est lancée: on ne lâchera rien!

Françoise Nyffeler

ENSEMBLE À GAUCHE A VOTÉ OUI

Après avoir refusé l'entrée en matière, jugeant inacceptable le refus de respecter les mécanismes salariaux, EàG avait salué comme une victoire d'étape la décision du Conseil administratif de revenir sur ce choix et aussi d'apporter des moyens supplémentaires à l'aide d'urgence.

Rappelons aussi la mobilisation du personnel de la ville. Malgré la diminution des rentrées fiscales (RFFA), le budget voté permet de maintenir les prestations à la population et de soutenir le travail des associations subventionnées. L'augmentation des investissements, pour les équipements publics et le logement, la mobilité et l'espace publique, est une

action concrète pour répondre à l'urgence climatique et soutenir l'emploi des entreprises locales.

Le débat budgétaire a encore permis quelques améliorations:

→ En faveur d'acteurs-trices culturel-le-s peu soutenu-e-s, notamment des musiques actuelles et de création, comme aussi Aspasie – les travailleuses du sexe étant particulièrement touchées;

- Des nouveaux projets s'adressant aux jeunes dans les quartiers;
- Un soutien accru aux abonnements TPG jeunes et à Pro Vélo;
- Des actions de prévention, comme l'appui aux indépendant-e-s ou le projet pilote de médiateurs-trices de nuit.

Pour Ensemble à Gauche, il est urgent d'établir un processus de concertation avec les organisations du personnel dans le processus d'internalisation du travail de nettoyage. La retraite passant en 2021 de 62 à 64 ans, plusieurs dossiers restent bloqués comme l'évaluation des fonctions pénibles.

La crise sanitaire, sociale et économique met en évidence le

rôle essentiel de la collectivité publique. La ville doit s'engager, en subsidiarité avec la Confédération et le Canton, à intervenir rapidement en fonction de l'évolution de l'épidémie et des besoins de la population. Il s'agira de prendre en compte les besoins des personnes les plus vulnérables et d'éviter le développement de la pauvreté.

Ne l'oublions pas: bien des acteurs économiques qui ont fait des profits pendant cette période devraient aussi participer à l'effort commun. Pour Ensemble à Gauche, il sera indispensable que le Conseil administratif propose des crédits supplémentaires de manière ciblée en cours d'année.

Brigitte Studer

LA DROITE DONNE LE TON

Lors des débats sur le budget 2021, le groupe Ensemble à gauche & POP du Grand Conseil a notamment proposé de renforcer de 24 millions les moyens budgétaires des hôpitaux, des soins à domicile et des établissements médico-sociaux. Proposition balayée par la majorité de droite.

Cette proposition visait à embaucher des renforts et à accorder des primes salariales pour le personnel des établissements de santé et de soins. Ces derniers ont été très durement éprouvés par la pandémie et n'ont reçu jusqu'à présent presque aucune reconnaissance matérielle pour les efforts fournis.

L'été dernier, certains hôpitaux vaudois, à l'image de l'Ensemble hospitalier de La Côte, ont même mis en œuvre des plans d'économies pour compenser les baisses de recettes provoquées par le report des opérations électives

durant la première vague de la pandémie.

La proposition des cinq élu-e-s de la gauche radicale a été balayée par la majorité de droite composée de l'UDC, du PLR et des Vert-libéraux. Quant aux représentant-e-s du PS et des Vert-e-s, elles et ils n'ont fait aucune proposition pour améliorer le budget, afin d'éviter toute confrontation avec la droite. Au nom de la même logique, plusieurs de leurs représentant-e-s n'ont même pas soutenu au vote les amendements d'Ensemble à gauche & POP. Les autres propositions de la gauche radicale

visant à renforcer les moyens dévolus à la culture, aux transports publics, à l'inspection fiscale ou encore au Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes ont également été rejetées.

Succès de la droite

Durant ce même débat, la majorité de droite a sabré un crédit supplémentaire de 20 millions proposé par le gouvernement. Celui-ci visait à ce que l'État puisse faire usage – dans des proportions certes très limitées – du droit de préemption en matière d'achat de bâtiments ou de terrains (soit la possibilité

d'acheter de manière prioritaire par rapport aux acteurs privés lorsqu'un bien est mis sur le marché). Ce faisant, la majorité bourgeoise a fait fi du vote populaire de 2017 par lequel le corps électoral vaudois avait plébiscité l'introduction du droit de préemption.

La majorité a en outre poursuivi sa politique d'allègements fiscaux en faveur des hauts revenus et grandes fortunes, en baissant d'un point le coefficient cantonal d'impôt, ce qui représente 31 millions de pertes de recettes annuelles pour l'État. Après celles provoquées par la troisième réforme de l'imposition des entreprises, ces nouvelles pertes risquent de faire basculer les finances cantonales dans les chiffres rouges. Or, la Constitution vaudoise, en ses articles 164 et 165, oblige les autorités à mettre en œuvre des mesures d'économies en cas de déficit du budget de fonctionnement : une perspective attendue avec impatience par la droite.

Hadrien Buclin



Sandrine Gutiérrez Grise

Johann Dupuis, Maimouna Mayoraz, Pierre Conscience et Franziska Meinhertz, candidat-e-s à la municipalité de Lausanne

CHANGEONS DE CAP: POUR UNE VILLE DE LAUSANNE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Ensemble à gauche Lausanne (solidarités & indépendant-e-s) présentera quatre candidat-e-s à l'élection à la Municipalité de Lausanne en mars

prochain. Sans nourrir aucune illusion sur la possibilité d'un changement de société fondamental par un exécutif municipal, nous voulons avec cette candida-

ture proposer une alternative à la majorité rose-verte en place.

La crise provoquée par le Covid accentue les inégalités. Le nombre de personnes ren-

contrant des problèmes pour payer leur loyer est en augmentation. Les plus précaires ont été oublié-e-s par le gouvernement et ses aides financières distribuées au compte-goutte.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux: la crise du logement frappe les locataires depuis plus de 15 ans; l'accueil de jour laisse chaque année des centaines de parents sur le carreau; les conditions d'accès aux soins à domicile se détériorent d'année en année; les émissions de gaz à effet de serre ne cessent de prendre l'ascenseur et les violences policières à l'égard des personnes noires ne sont pas suffisamment combattues.

La Municipalité socialiste et verte en place se cache derrière des limitations budgétaires pour refuser les améliorations structurelles nécessaires en matière de place en crèche ou de logements à loyer abordable. Elle ne donne pas non plus de réponses satisfaisantes à la crise écologique ou aux inégalités frappant les femmes et les personnes marginalisées.

EàG se bat contre cette politique de l'eau tiède. Nous voulons une ville de Lausanne solidaire et écologiste, qui lutte réellement contre toutes les formes de discriminations.

NR

INCONSÉQUENCE ET DÉSINVOLTURE

Le traditionnel budget neuchâtelois a été voté par le Grand Conseil le 1^{er} décembre dernier, sans faire de vague. Un budget dans les chiffres noirs avec 8 petits millions d'excédents. PLR, socialistes, Conseil d'État se félicitent, se congratulent, vert-e-s et populistes ne savent pas vraiment sur quel pied danser.

Solidarités a refusé ce budget pour une raison très simple: comment présenter un budget bénéficiaire dans un canton au tissu économique exsangue, notamment pour les secteurs de l'événementiel, de l'hôtellerie-restauration et, bien évidemment, de la culture? Comment accepter un budget qui ne prévoit aucune amélioration durable des conditions de travail et des salaires à la hauteur de ce qui serait approprié et juste compte tenu des efforts indispensables assumés au quotidien, notamment dans la santé?

Le Covid a affecté les comptes du canton. Au lieu des 21 millions de bénéfices escomptés pour 2021, il n'en reste que 8, sans prendre en considération la deuxième vague. Les coupes et les mesures d'austérité ont finalement apaisé les velléités néolibérales des groupes majoritaires du parlement. Ainsi, socialistes et PLR, refuseront un moratoire de deux ans sur les réformes fiscales. Car, bien que bénéficiaire, le budget 2021 verra encore s'amoinrir les rentrées fiscales, Neuchâtel souhaitant bien entendu bien se placer dans la course de la

concurrence fiscale intercantonale.

Difficile dans ces conditions de cautionner le fait que les aides à fonds perdus cantonales pour les restaurateurs-trices, proposées par Solidarités, soient plafonnées par le Conseil d'État à 25 000 francs. La situation de ce secteur est critique. Le rassemblement des cafetiers-ères chauds-fonnières-ères et loclois venu-e-s faire entendre leur voix devant le parlement a ébranlé les consciences. Des manifestations de ce type doivent alerter les autorités sur la précarisation de secteurs entiers.

De même, l'aide forfaitaire de 1800 francs par mois sur 6 mois frise l'indécence. Dans les deux cas, il aura premièrement fallu attendre plus de 9 mois depuis le début de la pandémie pour que le gouvernement, pressé par le parlement et les secteurs concernés, prenne des mesures. Ensuite, ces aides constituent un début, mais sont loin d'être suffisantes pour protéger les travailleurs-euses.

Pour conclure, Neuchâtel se démarque à nouveau, non pas par ses chiffres rouges, mais par ses aides insuffisantes. Solidarités a tenté durant cette session parlementaire d'aider les secteurs frappés de plein fouet par la crise, à l'image de ce qui a pu se faire dans le canton de Vaud.

Les mesures prises suite à nos recommandations sont restées inadéquates, ridicules face à l'ampleur de la détresse des travailleurs-euses impacté-e-s lourdement par la pandémie. Preuve une fois de plus, que pour installer un rapport de force favorable, la pression doit aussi venir de la rue.

Zoé Bachmann François Chédel ■

Fribourg



L'initiative pour la gratuité des transports publics a été déposée au début décembre avec plus de 8000 signatures.

Lancée par les organisations de jeunesse du PS, du POP, de Solidarités et des Vert-e-s (Solidarités n° 374), l'initiative s'est retrouvée en difficulté en raison du rebond de la pandémie au milieu du délai de récolte. Pour que celle-ci aboutisse, il fallait en effet rassembler

6000 signatures entre le 4 septembre et le 3 décembre.

Au vu du regain du taux de contaminations, le gouvernement appelle la population à «limiter au maximum les contacts» pour enrayer la propagation du virus. Cela a cependant pour conséquences

de compliquer les récoltes de signatures. Par conséquent, début novembre, le comité d'initiative demande au Conseil d'État de prolonger les délais. Refus hautain et irresponsable du Conseil d'État. L'aboutissement de l'initiative est donc un véritable succès,

ce qui montre que l'idée dispose d'un large soutien.

Elle est d'ailleurs dans l'air, cette idée. L'agglomération fribourgeoise rend les transports publics gratuits pour deux samedis du mois de décembre. Une motion au Grand Conseil demande la gratuité pour les personnes à la retraite. Et elle est déjà en vigueur pour les élèves des écoles. La votation populaire pourrait l'étendre à tout le monde.

PAC

LA COP21 N'A PAS DÉSAMORCÉ LA BOMBE CLIMATIQUE

Rien ne serait plus faux que de laisser penser qu'il y aurait eu une COP21 et des États à la hauteur à Paris en 2015, capables d'endosser l'Accord de Paris, et que, désormais, ces mêmes États, ainsi que l'ONU, seraient en dessous de tout. Contrairement à ce que beaucoup ont affirmé, la COP21 et l'Accord de Paris n'ont pas, et ne pouvaient pas, engager une « révolution climatique ».

La COP21 a permis une prouesse diplomatique : obtenir, dans une période marquée par la montée des antagonismes nationaux et des déséquilibres mondiaux, un accord qui entérine le choix de 195 États de maintenir un cadre multilatéral onusien de « gouvernance du climat », sans doute pour plusieurs dizaines d'années. Ce n'était absolument gagné. C'est décisif, notamment parce qu'une absence d'accord aurait discrédité l'ONU peut-être de façon irrémédiable.

Par contre, ni la COP21 ni l'Accord de Paris n'ont réglé l'immense problème que constitue le manque d'ambition des politiques climatiques nationales. Quelles que soient les réserves que nous pouvons avoir sur le contenu de l'Accord de Paris – nous en avons plusieurs – on ne peut en attribuer la responsabilité à un accord qui porte sur la période post-2020 : un processus onusien multilatéral en matière climatique ne peut pas obtenir des États ce que les États ne veulent pas.

En 2015, les États ont entériné un crime climatique

Or, qu'ont fait les 195 États lors de la COP21 ? Entériner un accord qui prévoit de limiter un réchauffement climatique mondial à 1,5°C ou 2°C maximum (article 2), et, en même temps, violer ce même engagement en mettant sur la table des politiques climatiques nationales

(NDCs) conduisant à un réchauffement climatique supérieur à 3,5°C et à consommer trois quarts du budget carbone disponible avant 2030. Cette différence, entre la réalité de leurs engagements, 3,5°C, et le souhaitable, 2°C ou moins, est un crime climatique.

Ce crime climatique n'est pas postérieur à la COP21. Il a été entériné à Paris, par les mêmes qui aujourd'hui se ruent sur les plateaux radios et TV pour « fêter » les 5 ans de l'Accord de Paris. Qu'ont-ils fait pendant la COP21, et depuis, pour s'assurer que les efforts supplémentaires nécessaires pour rester en deçà de 2°C soient pris en charge et répartis entre les États ? Rien ou pas grand-chose.

Disons-le simplement : la situation climatique catastrophique que tous les rapports scientifiques observent aujourd'hui (1,28°C de réchauffement global – les 5 dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées) a été entérinée lors de la COP21. Nous savions tous, les architectes de l'Accord de Paris plus que les autres, que nous allions battre des records d'émissions de gaz à effets de serre durant de nombreuses années. Cela ne doit être une surprise pour personne.

La révolution climatique ne se décrète pas

Tout ceci ne fait plus illusion. Les objectifs fixés en 2015 n'étaient pas assez ambitieux, mais en plus, ils ne sont même pas tenus. Les don-

nées les plus récentes le montrent implacablement. Les révolutions, même climatiques, ne se décrètent pas, et les prophéties ne s'auto-réalisent jamais. Au mieux, elles se construisent pas à pas, avec force et détermination. Le plus souvent, celles et ceux qui n'ont pas intérêt au changement, agissent pour que rien ne change.

C'est précisément ce qu'il se passe et ce que la COP21 et l'Accord de Paris n'ont su empêcher : les industriels des énergies fossiles font comme si les engagements pris à Paris n'avaient jamais existé et ne s'imposaient pas à eux. Et ceux qui ont été directement élus pour représenter ces intérêts, de Trump à Poutine en passant par Bolsonaro, en font autant. Sans qu'il n'y ait de corde de rappel.

Répéter en boucle qu'il faut désormais retrouver « l'esprit de Paris » ne suffira donc pas à convaincre jusqu'aux plus récalcitrant-e-s de placer la lutte contre les dérèglements climatiques en tête de leurs priorités. Ce grand exercice collectif de *wishful thinking* supportait déjà mal d'être confronté aux signaux contraires observés : l'aggravation du réchauffement climatique montre aux yeux du monde entier que ce château de cartes, aux fondations peu solides, est en ruine.

La « neutralité carbone », un dangereux pis-aller climatique

C'est l'une des nouveautés les plus frappantes de ces cinq dernières

Benjamin Géminel



François Hollande lors de la visite

années. Et même de ces derniers mois : l'émergence de cette notion floue et peu compréhensible de « neutralité carbone ». Elle provient en grande partie de l'Accord de Paris et de son article 4 qui prévoit « de parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre ».

Elle devient désormais l'horizon indépassables des promesses sur le futur : pays après pays, multinationale après multinationale, cette notion vient se substituer à tous les autres objectifs, chiffrés ou non, de long-terme. On s'enthousiasme donc quand l'UE annonce un tel objectif pour 2050, quand la Chine l'évoque pour 2060, ou quand Total en fait son fond de commerce pour assurer que la multinationale fait partie de la solution et non du problème.

Tant de plasticité, tant d'indétermination, devrait nous alerter. Cette notion selon laquelle, à long terme, les émissions de GES d'un État ou d'une entreprise ne dépasserait pas les émissions de GES captées par dispositifs technologiques anthropiques ou par les milieux naturels – il y a là un glissement déjà discutable – pose trois problèmes majeurs.



de l'« espace Génération Climat » lors de la COP21

La somme des neutralités carbone nationales ne fait pas la neutralité carbone planétaire

Le premier conduit à invisibiliser les objectifs de court-terme pour lui substituer une promesse à long terme, oubliant de fait, que du point de vue climatique, c'est le stock de GES dans l'atmosphère qui compte plutôt que le niveau d'arrivée. La date du début d'une action résolue et l'ambition de cette action (pourcentage annuel de réduction) ont plus d'importance que la date d'arrivée: il faut donc réduire les niveaux d'émission aussi vite que possible. Sans attendre.

Le second consiste à offrir aux gouvernements et aux pollueurs la possibilité d'échapper à leurs responsabilités et de dissimuler leur inaction climatique derrière l'idée selon laquelle des émissions de GES en bonne et due forme pourraient être compensées par d'éventuels stockages de carbone par des écosystèmes ou de nouvelles technologies.

Une telle approche ouvre la porte à toute sorte d'arrangements avec la réalité ainsi qu'à de nombreuses fausses solutions. Or, les technologies de captage et stoc-

kage du carbone ne sont pas au point, et il n'y a tout simplement pas assez de terres disponibles sur la planète pour imaginer que les terres ou les plantations d'arbres pourraient couvrir les émissions de GES conjointes des États et des entreprises multinationales.

C'est là le troisième problème soulevé par cette notion: si la neutralité carbone peut faire sens d'un point de vue géophysique – la stabilité du climat s'obtient au moment où il n'y a pas plus d'émissions de GES relâchées dans l'atmosphère que de carbone que les écosystèmes ne peuvent stocker – cela ne fait plus du tout sens à l'échelle d'un État, d'une entreprise ou d'un particulier.

Ce n'est pas l'objet de ce texte que de le démontrer dans le détail, mais la somme des neutralités carbone des États et ou des entreprises ne fait pas la neutralité carbone planétaire. Notamment parce que les États et ou les entreprises parient sur des compensations carbone qu'ils ne peuvent garantir dans l'espace ou dans le temps. La neutralité carbone planétaire fait sens: celle à l'échelle d'un État ou d'une entreprise fait comme si les écosystèmes n'étaient pas interdépendants.

Il est temps de stopper la «gouvernance par la promesse» et le désengagement des États

Le mois de novembre 2020 est devenu le plus chaud de l'histoire, les glaciers fondent comme jamais, les vagues de chaleur sont toujours plus intenses, les sécheresses s'intensifient... mais tout ceci n'est pas une fatalité. Le temps est venu de mettre fin au désengagement des États qui consiste à substituer une promesse de long terme aux inactions de court terme: il est temps de voir les courbes d'émissions de GES (importations comprises) baisser. Dans la réalité, et pas simplement dans le futur.

C'est l'enjeu majeur de la période: les politiques nationales, celles qui sont portées par les États, doivent être bien plus ambitieuses à court terme. L'objet de ce texte n'est pas d'en faire la liste, mais de l'arrêt des subventions aux énergies fossiles au fait de ne plus négocier, signer et ratifier des accords commerciaux qui visent à approfondir la mondialisation néolibérale et productiviste, les voies à suivre sont connues et balisées: elles consistent progressivement à débrancher trois des moteurs du capitalisme actuel que sont l'approfondissement de la financia-

risation, la croissance à tout prix et l'expansion de la globalisation.

La question n'est pas de savoir s'il faut abandonner ou pas les objectifs de 1,5°C ou 2°C consignés à l'article 2 de l'Accord de Paris: dans le métro, si vous ratez votre arrêt, vous n'attendez pas le terminus pour descendre mais, au contraire, vous descendez au plus vite. Voilà l'urgence: descendre au plus vite de ce train infernal. Une récente étude publiée par la revue britannique *Nature Climate Change* doit nous conduire à conserver détermination et espérance: de fortes réductions d'émissions de GES auraient un effet substantiel sur le réchauffement au cours des 20 prochaines années. Le risque de vague de chaleur pourrait être 13 fois plus faible en cas d'action déterminée.

À court terme donc. Voilà la piste à suivre: si le système climatique est doté d'une forte inertie, l'histoire des 20 prochaines années n'est pas écrite pour autant. À nous d'imposer le rapport de force nécessaire vis-à-vis des décideurs-euses politiques et économiques.

Maxime Combes
Économiste, en charge des enjeux commerce/relocalisation à l'Aitec et porte-parole d'Attac France. Auteur de *Sortons de l'âge des fossiles! Manifeste pour la transition* (Seuil, 2015).
Article intégral paru sur blogs.mediapart.fr

CACHEZ CE SEXISME STRUCTUREL QUE JE NE SAURAI VOIR

Le compte Instagram @payetonepfl, créé par Polyquity, l'association féministe de l'EPFL, publie des témoignages de harcèlement sexiste sur le campus et met en lumière la profondeur des structures sexistes à l'EPFL.

Des violences quotidiennes et omniprésentes

Lors de la grève féministe du 14 juin 2019, des étudiantes de l'EPFL ont organisé une première lecture publique de témoignages de sexisme quotidien sur le campus. Elles sont désormais organisées en association: Polyquity. Il y a quelques semaines, elle a lancé @payetonepfl. Tout y est: remarques déplacées en soirée, commentaires sexistes pendant les cours, copains étrangers à la notion de consentement, viol dans et hors du couple, commentaires homo- et transphobes. De nombreuses personnes témoignent du fait que les auteurs de ces agressions sont des amis proches, des personnes de confiance. Souvent, ce sont aussi des professeurs ou des assistants. Les témoins affirment la difficulté de vivre quotidiennement ces vio-

lences, qui participent probablement au phénomène *leaky pipeline* (diminution progressive du pourcentage de femmes au cours des études, pour arriver à une majorité d'hommes à la fin).

Face au sexisme, le déni de la direction

La réaction de la direction à ces témoignages, montre qu'elle n'a ni les clés ni la volonté de proposer des solutions. De un, elle nie le caractère structurel du problème en individualisant les cas. La direction invite toute personne qui subit du harcèlement à le dénoncer auprès des structures internes. Or, les témoignages montrent qu'elles dysfonctionnent: même en cas d'aveu, les auteurs ne sont pas mis à l'écart des personnes harcelées. De plus, ce n'est pas aux personnes harcelées de



Des membres de Polyquity lors de la grève féministe de 2019

résoudre le problème du sexisme structurel: c'est à la direction de débloquer les ressources nécessaires pour qu'un changement ait lieu.

De deux, au lieu de reconnaître le problème, la direction se vante de sa proactivité, ainsi que du soutien offert à Polyquity et aux personnes harcelées. Or, tous les efforts existants ont été faits par des étudiante-x-s. La réaction de la direction de l'EPFL montre que pour que le problème soit reconnu pour ce qu'il est – un sexisme

structurel qui se manifeste dans une violence quotidienne – il faut continuer à se battre. Organisons-nous dans des associations formelles et informelles pour dénoncer les structures sexistes de cette école. Exigeons que la lutte contre le sexisme ne soit pas reléguée à un bureau en sous-effectif et déconnecté, mais qu'elle devienne une priorité et s'inscrive dans les structures et stratégies de tous les niveaux de l'école: direction, facultés, recherche et enseignement.

Franziska Meinherz

Culture Anne Sylvestre (1934 – 2020)

DÉCÈS D'UNE CHANTEUSE FÉMINISTE

«Féministe. Oui, c'est la seule étiquette que je ne décolle pas» disait la grande chanteuse française Anne Sylvestre, décédée le 30 novembre dernier.

Féministe, Anne Sylvestre l'était assurément. Car si elle a souvent été réduite – à son grand agacement – à ses *Fabulettes* pour enfants, elle a composé et chanté de nombreuses chansons pour adultes. Celles-ci font parler les femmes que l'on fait trop souvent taire; tantôt sur le ton du tragique, tantôt sur le ton du comique; parfois sous forme d'histoires, parfois sous

forme de poèmes, souvent les deux en même temps.

En 1974, deux ans avant l'adoption de la loi Veil sur l'IVG, elle chantait «*Quiconque se mettra entre mon existence et mon ventre n'aura que mépris ou haine*» (*Non, tu n'as pas de nom*). 39 ans plus tard, elle dénonçait les violences sexuelles masculines, en rappelant que «*dès qu'une femme (...) est traitée comme un paillason et quelle*

que soit la façon, quelle que soit la femme (...) il y a mort d'âme» (*Juste une femme*). Entre ces deux dates, elle a mis en chansons de nombreux sujets féministes: le travail domestique (*Clémence en vacances*); les stéréotypes sexistes (*La Reine du créneau*); l'éducation genrée (*Xavier*); la sororité (*Frangines*); la publicité sexiste (*Mon mystère*); la culture du viol (*Douce maison*)... La liste serait

trop longue pour cet article.

Elle abordait également d'autres thématiques. Citons ainsi les dégâts de l'industrie sur la nature et la santé (*Un bateau mais demain*; *Coïncidences*); la grossophobie (*Ronde Madeleine*); le mépris envers les personnes âgées (*Violette*); la violence du licenciement et de ses conséquences (*Pas difficile*); le mariage lesbien et gay (*Gay marions-nous*).

Anne Sylvestre refusait le titre de chanteuse engagée (*Chanson déçagée*). Nombre de ses chansons ont cependant une dimension politique certaine. Sur-tout, elles nous rappellent qu'au fondement et à l'aboutissement de nos luttes se trouve la vie matérielle et psychique de femmes et d'hommes bien réelles. MR

PROTESTATIONS RECORD CONTRE DE NOUVELLES LOIS SUR LE TRAVAIL

En septembre 2020, le gouvernement indien a adopté de nouvelles lois sur le travail et l'agriculture fixant les prix, la vente et le stockage des produits agricoles et supprimant des garanties protégeant le secteur agricole des aléas du marché libre.

Ces lois visent à démanteler le système complexe du marché local, réglementé par l'État, qui regroupe les agriculteurs-rices, les travailleurs-euses et les intermédiaires économiques. Bien qu'imparfait, ce système offrait des libertés aux petites entreprises et aux collectivités locales, ce qui ne sera plus le cas d'un marché unique géré par les entreprises.

Alors que le gouvernement promet de doubler les revenus des agriculteurs-rices en ouvrant l'économie agraire aux investisseurs-euses privé-e-s, les petits agriculteurs-rices, qui représentent 85% du secteur agricole, craignent d'être perdants car ils-elles auront peu de pouvoir de négociation et de ressources pour traiter avec les grandes entreprises.

Conditions de travail démantelées

Tout aussi importantes sont les « réformes » du travail. Elles ont encore affaibli les droits des travailleurs-euses des secteurs formel et informel. Ils-elles peuvent désormais être embauché-e-s et licencié-e-s plus facilement et voient leur droit de grève restreint. Par ailleurs, ces révisions réduisent le pouvoir de négociation des salarié-e-s les plus précaires, travailleurs-euses migrant-e-s et des salarié-e-s journaliers-ères qui constituent environ 90% de la main-d'œuvre indienne. Une redéfinition des modèles commerciaux prévoyant des journées de travail plus longues se fera au grand bénéfice des fabricant-e-s.

Ces lois ont été adoptées juste après le *lockdown* national de mars 2020, mis en œuvre avec un préavis de seulement quatre heures. Cette mesure a bloqué les travailleurs-euses migrant-e-s, souvent sans salaire, et les a obligé-e-s à

Randeep Maddoke



Marche des paysan-ne-s sur Delhi, 27 novembre 2020

marcher des centaines de kilomètres pour rentrer chez eux-elles. Le *lockdown* et la crainte publique de contagion ont ainsi été utilisés pour limiter l'expression démocratique. Ainsi, le gouvernement Modi a su utiliser la pandémie comme une occasion de faire passer un certain nombre de réformes répressive envers les travailleurs-euses.

Qui sème la misère...

Face à ses mesures, des protestations ont eu lieu dans différentes

régions de l'Inde depuis le mois d'octobre dernier. La détermination des manifestant-e-s a mis le parti au pouvoir dans une situation délicate. Depuis le 28 novembre, le gouvernement a utilisé des barricades, des fils barbelés, des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des matraques. De plus, des tranchées sur les autoroutes ont été creusées, afin d'empêcher les milliers d'agriculteurs-rices des États voisins du Pendjab, de l'Haryana et de l'Uttar Pradesh de se rendre à

la capitale Delhi. Malgré tout, les manifestant-e-s se sont rassemblé-e-s à différents points d'entrée de la ville.

Et cette mobilisation a contraint le gouvernement à ouvrir des négociations. Le 8 décembre, plus de 500 syndicats d'agriculteurs-rices et d'ouvriers-ères ont organisé une journée de grève nationale. Le 12 décembre, des milliers de paysan-ne-s et d'ouvriers-ères se sont rassemblé-e-s aux postes de péage dans tout le pays et ont assuré la circulation gratuite des véhicules. Des protestations massives ont eu lieu devant les pompes à essence de Reliance et d'autres établissements d'Adanis et d'Ambanis (les deux entreprises géantes qui bénéficieront de ces lois). Le 14 décembre, les manifestant-e-s ont observé une grève de la faim d'une journée. D'autres actions se poursuivront si le gouvernement n'accepte pas d'abroger ces lois!

Pour un réel soutien au secteur agricole

Les revendications des agriculteurs-rices comprennent entre autres : l'abrogation de ces nouvelles lois, une légalisation concernant un prix minimum de soutien (PMS) et des achats publics de produits agricoles.

Le secteur agricole emploie la moitié des 1,35 milliard d'habitant-e-s de l'Inde et contribue à 15% de l'économie indienne. L'endettement croissant, les mauvaises récoltes et les sécheresses rendent l'agriculture non viable, ce qui entraîne un taux de suicide élevé chez les agriculteurs-rices. Des lois qui appauvrissent les agriculteurs-rices au profit des entreprises entraînant leur endettement et l'aliénation des terres, la destruction du système de distribution publique et l'affaiblissement de la sécurité alimentaire ne sont plus supportables. Une réforme qui donnera du pouvoir aux personnes qui dépendent du secteur agricole est urgente et indispensable!

Il n'est donc pas surprenant que ce mouvement bénéficie d'un large soutien dans le pays et dans la diaspora. La tentative du gouvernement Modi de présenter la protestation actuelle comme étant anti-nationale fait craindre une sévère répression, d'où la nécessité de rester vigilant-e-s, pour pouvoir y répondre par la solidarité.

Mary Mathai

NOUVELLE DÉRIVE AUTORITAIRE

Le 6 décembre, le quartier athénien d'Exarcheia était sous un déluge d'armes et d'uniformes afin d'empêcher toute révolte. Depuis l'arrivée au pouvoir de la droite il y a un an, la police multiplie les tentatives d'affaiblir le quartier. Évacuations de squats, arrestations abusives, censure de la presse, c'est la matraque à la main que la police fait régner sa loi.

Aujourd'hui, personne ne peut entrer dans Exarcheia sans être contrôlé-e. Dans Athènes, 31 stations de métro sont fermées! Plusieurs lieux autogérés sont bloqués, parfois avec des militant-e-s à l'intérieur, sans eau et sans nourriture. Les images scandalisent toute la Grèce.

Simultanément, le groupe anarchiste Rouvikonas a riposté dans cinq lieux de pouvoir contre la politique du gouvernement, en particulier contre son traitement des faillites et des situations catastrophiques engendrées par la crise actuelle. Une crise qui est avant tout celle du capitalisme, mettant en évidence, une fois de plus, son absurdité économique, sociale et écologique.

Rouvikonas participe activement aux initiatives solidaires autogérées du mouvement social. Dans ses communiqués, le collectif évoque la résistance à la loi sécurité globale en France qui, malgré un contexte très difficile pour les mobilisations, parvient à faire reculer le pouvoir.

Exarcheia a démontré qu'il est possible de prendre nos vies en main, dans l'autogestion, l'entraide, la création, la résistance, la démocratie directe et même l'anarchie « *la plus haute expression de l'ordre* », pour citer Élisée Reclus, et non le chaos comme le prétendent les médias à la botte du pouvoir.

solidarités exprime son soutien aux camarades qui luttent quotidiennement contre l'autoritarisme. En Grèce, en France et en Suisse aussi, la lutte continue!

Yannis Youlountas
Adapté par notre rédaction

VERTIGE AUTORITAIRE ET ISLAMOPHOBIE

Projets de loi sur la « sécurité globale » et le « séparatisme », perquisitions, ou encore dissolutions d'associations musulmanes, le gouvernement français a lancé ces dernières semaines une offensive islamophobe et autoritaire extrêmement inquiétante.



Manifestation contre l'islamophobie, Paris, 10 novembre 2019

Au nom de la lutte contre le terrorisme, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) s'est vu notifier sa dissolution, suite à un décret gouvernemental aux arguments juridiques vaseux. Un peu plus tôt, c'était l'ONG islamique Barakacity qui était dissoute en Conseil des ministres. Dans les semaines qui ont suivi le meurtre de Samuel Paty, nous avons assisté à des vagues de perquisitions « pour l'exemple » (selon les mots de Gérard Darmanin) et des enfants soupçonnés « d'apologie du terrorisme » ont été placés en garde à vue et longuement interrogés.

En outre, les deux projets de lois mentionnés impliquent des fuites en avant autoritaires extrêmement graves, dont la plus visible concerne l'interdiction de diffuser des images de policier-ère-s. Ils s'accompagnent d'une répression policière toujours plus violente, dont témoigne l'évacuation brutale d'exilé-e-s de la place de la République.

Pourquoi cette offensive? Le gouvernement Macron-Castex fait face à un mouvement social dont les composantes sont en train de s'agréger. Révolte de 2005, mouvement contre la loi travail, luttes antiracistes et de l'immigration, Gilets jaunes, grève contre la réforme des retraites (mais aussi contre « Macron et son monde ») : la séquence politique dans laquelle nous nous trouvons semble bien marquée par un essaim de luttes.

Avec l'importance qu'a prise la dénonciation des violences policières, notamment suite à la répression des Gilets jaunes, des liens ont pu se créer entre les organisations de gauche politique et syndicale et les militant-e-s de l'immigration, en particulier les personnes organisées autour du comité Adama (voir notre entretien avec Y. Brakni, *solidarités* n°340). En outre, la marche du 10 novembre 2019 a imposé la lutte contre l'islamophobie à l'agenda politique. À l'initiative des militant-e-s de

l'immigration (post)coloniale, le mouvement social commençait donc à faire front commun face à la violence du capitalisme racial néolibéral.

Ainsi, cette offensive raciste sert à réprimer ces luttes, mais surtout à mettre un coup d'arrêt à la convergence qui commençait à se dessiner. Il ne faut pas pour autant en conclure que l'islamophobie sert à « cacher les vrais problèmes » comme on peut le lire ici ou là. Dire cela constitue une violence supplémentaire pour les musulman-e-s (ou les personnes identifiées comme telles), en sous-entendant que cette déshumanisation raciste n'a pas besoin d'être pensée et combattue politiquement. Pour la gauche, l'urgence est donc de construire une lutte sans concession contre l'islamophobie, de la placer au cœur de ses préoccupations, sans quoi nous continuerons à nous diriger inexorablement vers la barbarie.

Anouk Essyad

DÉCLIN DU BOLSONARISME ET PERCÉE DU PSOL

Le 29 novembre dernier était un jour sombre pour l'extrême droite brésilienne. Les résultats des élections municipales indiquent un bolsonarisme en déclin et une gauche radicale renforcée. Entretien avec Israel Dutra, secrétaire des relations internationales du Parti Socialisme et Liberté (PSOL).



Edmilson Rodrigues, candidat du PSOL lors de sa campagne victorieuse à la préfecture de Belém

Quel bilan tirez-vous de ces élections municipales ? Elles ont été une grande victoire pour le PSOL, avec des campagnes qui ont fait le pari de la radicalité dans le programme et dans la lutte contre l'extrême droite bolsonariste. La campagne s'est démarquée par des candidatures de femmes, de personnes noires et trans, qui ont pris une place inédite dans la politique institutionnelle brésilienne. Nous avons obtenu des succès dans des villes importantes, comme à São Paulo avec l'arrivée au 2^e tour de Guilherme Boulos, et à Belém, où nous avons gagné la préfecture d'une métropole avec Edmilson Rodrigues. Nous avons fait élire 88 conseiller-ère-s municipaux-ales dans tout le pays, en plus de la pré-

fecture de Belém et d'autres plus petites villes. Tout cela a confirmé que le PSOL est le principal parti de la gauche brésilienne.

C'était aussi une défaite pour Bolsonaro et l'extrême droite, qui n'ont pas réussi à faire élire la majorité des candidat-e-s qu'ils ont soutenus. C'était aussi un échec pour les partis de la gauche traditionnelle comme le Parti des Travailleurs (PT) et le Parti Communiste (PcdoB), qui ont perdu passablement d'espace.

Cet espace perdu par le bolsonarisme et par ces partis de gauche a été majoritairement occupé par la droite traditionnelle, ce qui reflète la force des machines électorales dans différentes localités du pays. Pour

moi, cela cache deux mouvements : d'un côté, une institutionnalisation du bolsonarisme et un mouvement en direction de la droite institutionnelle et, de l'autre, une radicalisation politique vers la gauche démontrée par la percée du PSOL. Ces résultats ont aussi été très influencés par une nouvelle situation politique dans le continent. L'Amérique latine et les États-Unis ont connu des processus de luttes intenses dans les rues en réponse à l'avancée internationale de l'extrême droite, qui ont influencé politiquement le Brésil. Les résultats électoraux au Brésil sont le reflet d'un processus de polarisation politique international profond.

Quel a été l'impact de ces élections pour la configuration de la gauche brésilienne ? Pour nous, du PSOL, c'était une grande victoire, un changement qualitatif pour le parti, qui n'est plus vu comme un petit parti, mais devient l'une des principales forces politiques du pays, avec une position idéologique très solide et des figures très représentatives des luttes sociales. D'un autre côté, les partis de la gauche et du centre-gauche traditionnels ont connu des défaites significatives. Le PT, qui est encore le plus grand parti de gauche du pays, n'a fait élire aucun-e préfet dans les capitales, et le PcdoB a perdu la moitié des préfectures qu'il contrôlait

Ceci est probablement le reflet des décennies d'adaptation de ces partis à l'institutionnalisme, aux compromis passés avec la bourgeoisie corrompue, qui font aujourd'hui payer un prix à la population. Néanmoins, il est également important de noter que le PSOL est encore bien plus faible que ces partis au niveau électoral, et a un long chemin à parcourir en tant qu'alternative indépendante.

Quelles sont les prochaines étapes ? Cette victoire nous a beaucoup encouragé-e-s, mais nous ne pouvons pas oublier que nous vivons dans un contexte très dangereux au Brésil, avec un gouvernement d'extrême droite dirigé par un président visiblement fasciste qui intensifie la crise du coronavirus par son négationnisme scientifique, tout comme en ce qui concerne la question environnementale ou les violences racistes. Jair Bolsonaro est un dirigeant criminel et toutes nos forces, dans les deux prochaines années, doivent être consacrées à le vaincre.

C'est pourquoi, la prochaine étape sera de combiner l'affirmation du programme du PSOL dans les luttes économiques et démocratiques avec une unité large de toute la gauche, le centre-gauche et même les secteurs non-autoritaires de la bourgeoisie, pour vaincre le danger fasciste. La jonction d'un programme politique solide avec une tactique d'unité d'action large contre le bolsonarisme est un processus clé pour la défaite de Bolsonaro parmi le peuple, et la classe ouvrière en général. C'est dans cette perspective que nous construisons le PSOL quotidiennement.

Propos recueillis et traduits par **Gabriella Lima**

ROUTES DE LA SOIE ET MAIN DE FER

La région autonome ouïgoure du Xinjiang a connu de multiples répressions et oppressions au cours de son histoire. Pour le gouvernement chinois, ce territoire est devenu stratégique.

Lorsque la République populaire de Chine est proclamée en 1949, l'ethnie Han ne représente que 7% de la population dans la région du Xinjiang. Le pouvoir central proclamera cette dernière région autonome en 1955.

Néanmoins la volonté du gouvernement est de modifier la composition ethnographique de sa population. Un corps paramilitaire est chargé de défricher les terres arables et de les exploiter. Ce seront les *bingtuan*, véritables colons, qui emploient aujourd'hui 2,8 millions de personnes et dont la production représente 17% du PIB régional. Concentrés dans des grandes villes (Urumqi, Korla, Karamany, Shinezi), cette population à 95% han est active dans l'agriculture intensive de la tomate et du coton.

La population compte désormais 8,5 millions de Hans (37%), qui côtoient 11,2 millions d'Ouïgour-e-s (49%) et 1,5 millions de Kazakhs. La colonisation intensive a notamment provoqué un net recul de la population ouïgoure dans les grandes villes.

De grands écarts de revenus économiques sont aussi observés selon l'origine des habitant-e-s. À Karamay (majoritairement han), le PIB par habitant-e est de 66 674 yuans (en 2004) contre 2245 yuans à Khotan (majoritairement ouïgoure).

Le tour de vis répressif

Après les attentats du 11-Septembre, le pouvoir central a resserré son emprise sur la région. Cette intervention va encore exacerber les conflits, après les violents affrontements survenus en 1997. Ce mécontentement est d'abord le résultat de l'accaparement des terres et du contrôle des principaux secteurs économiques par les émigré-e-s chinois-es.

La répression han alimente le ressentiment des populations musulmanes et turcophones. Lorsqu'en 2009 éclatent des émeutes

David Vilder



Le 7 juillet 2009 à Urumqi, des milliers de Han sont descendus dans la rue pour se venger des Ouïgour-e-s dont la manifestation pacifique deux jours plus tôt avait tourné en émeutes.

à Urumqi, la violence policière se déchaîne, faisant près de 200 mort-e-s et enclenchant une spirale infernale. Aux destructions de mosquées ou de sites culturels, aux fouilles et arrestations répondent des attaques contre le forces de l'ordre. Des attentats terroristes se produisent en 2013 et 2014. La porosité des frontières avec l'Afghanistan et le Pakistan facilite l'infiltration de groupuscules djihadistes.

Pour reprendre le contrôle de cette zone, le gouvernement de Pékin va déployer des moyens radicaux. Des déportations massives sont organisées, visant entre 1 à 2 millions de Ouïgour-e-s, dans des centres d'internement où les prisonniers-ères subissent un endoc-

trinement forcé. D'autres sont emprisonné-e-s arbitrairement. Xi Jinping impose un programme idéologique ethno-nationaliste brutal visant à la sinisation de la langue, de la religion et de la culture.

Sous prétexte de déradicalisation religieuse, une répression générale est ainsi organisée, visant également les membres ouïghours et kazakhs de l'appareil politique local.

Un impérialisme par l'immigration

Après cette étape de «sécurisation maximale», Pékin relance l'immigration pour «siniser» davantage la région. Les offres d'emploi pour les postes dans la surveillance, l'agriculture et la fonction publique

UNE LONGUE HISTOIRE DE CONFLITS

Cette région d'Asie centrale a connu depuis longtemps de grands mouvements de population, au gré des migrations et des invasions. L'arrivée des Ouïgour-e-s au Xinjiang est estimée aux environs du 9^e siècle. La région subira ensuite les expansions de l'Empire mongol, puis celle de la dynastie mandchoue. Un bref émirat musulman sera établi, avant que l'empire chinois en reprenne le contrôle.

Une première république islamique (1933-1934), puis une seconde République du Turkestan Oriental dans l'ouest (1944-1949), soutenue par l'URSS, verront le jour. Ensuite viendra l'occupation par la République populaire de Chine dès 1949.

C'est une longue histoire régionale faite d'occupations, de répressions et de changement statuts politiques. La population y a été ballottée en permanence par des puissances extérieures. Il n'est donc pas étonnant que renaissent des courants nationalistes, réclamant plus de libertés et d'indépendance. **JS**

présentent des avantages matériels substantiels (loyers gratuits, hauts salaires, prêts) destinés aux «stabilisateurs loyaux» et sont censés stimuler une nouvelle vague d'immigration, effrayée par l'insécurité et les internements. Ces derniers ont d'ailleurs déstabilisé toutes les activités locales.

Cette politique de sécurisation-sinisation découle de la position stratégique de cette région. La partie terrestre du projet des «nouvelles routes de la soie» reliant la Chine à l'Asie centrale et à la Russie passe par le Xinjiang. Cette zone permet à la Chine de surmonter la fragilité de ses portes maritimes, exposées en cas de tensions militaires avec Taïwan ou les USA, et d'assurer son approvisionnement énergétique via des oléoducs et des gazoducs. Cet objectif explique la brutalité et l'échelle de la répression et de la «normalisation», mené au nom de «l'harmonie ethnique».

José Sanchez

LE MONDE DU JEUX VIDÉO, TERREAU FERTILE POUR LE CAPITALISME

L'industrie du jeu vidéo et l'une des seules qui sort gagnante de la crise sanitaire. Elle sait très bien comment gérer son public par l'excitation collective, la *hype* et ses passionné·e·s.

Le 12 décembre 2019, j'ai succombé à la *hype*. Comme près de 50 millions d'autres fans de jeu vidéo, la promesse d'annonces exclusives et d'un gala prestigieux dédié à ma passion ont eu raison de mon bon sens et j'ai donc sacrifié une bonne partie de mon sommeil (un soir de semaine forcément) pour regarder les Game Awards. Cette cérémonie se voit comme les Oscars du jeu vidéo. C'est un mix entre une publicité géante pour les futures sorties et une célébration des jeux sortis durant l'année écoulée. Des statuettes dorées sont attribuées dans de nombreuses catégories telles que «meilleure bande-son», «meilleure direction artistique» et surtout le sésame ultime : le «*Game of the Year*».

La fête est faste mais c'est certainement quand Grimes – ancienne étoile de la pop alternative et maintenant social-traître à

plein temps – prend la scène pour faire une interprétation futuristique d'un titre exclusif composé pour le futur jeu *Cyberpunk 2077* que la déprime s'installe en moi. En même temps que les gros plans de caméra sur son compagnon Elon Musk paniqué, apparemment plus gêné par cette situation que par ses pratiques anti-syndicales et impérialistes, je me rends compte que la *hype* m'a eu. Je réalise ainsi à quatre heures du matin que le lendemain au travail ne sera dur pour aucune raison valable.

En effet, la *hype* n'est satisfaisante que quand elle réalise ses promesses les plus folles, sinon elle n'est qu'un soufflé qui retombe. Et effectivement, en terme d'annonces de jeu vidéo, je suis resté sur ma faim : le clou du spectacle étant l'annonce d'un jeu *Fast & Furious* – sorti il y a quelques mois dans l'indifférence générale – présenté par les acteurs·trices des

films dont les yeux criaient de les sortir de là. *Gurl, same* mais moi j'étais pas payé. Seuls moments incroyables : les quatre récompenses raflées par les développeurs du jeu indépendant *Disco Elysium* et qui, lors de la remise de la dernière, ont remercié «*Marx et Engels pour l'éducation politique*».

Marx et la hype

La *hype*, phénomène qui se co-construit entre des cycles très intenses de marketing et un engouement de groupe, est un élément indissociable de la culture en ligne. Bien qu'elle ne soit pas un mal en soi, elle sert à occulter malheureusement la triste réalité de l'industrie du jeu vidéo. Milieu traversé comme notre société entière par le sexisme, le racisme et l'homophobie, il est d'autant plus touché par le manque de diversité à tous les niveaux, en particulier les plus hauts.

Prenons par exemple le cas d'Ubisoft, l'un des plus grands développeurs de jeu vidéo au monde (*Assassin's Creed*, *Just Dance*, etc.) qui a imploré cette année après de nombreuses révolutions de comportements horribles de la hiérarchie et d'une culture d'entreprise toxique. On notera par exemple que le responsable de l'un des studios a... étranglé une femme. De même, il n'est pas surprenant d'apprendre que les conditions de travail dans la plupart de ces grandes structures sont absolument inhumaines (on notera particulièrement l'exemple très documenté de BioWare).

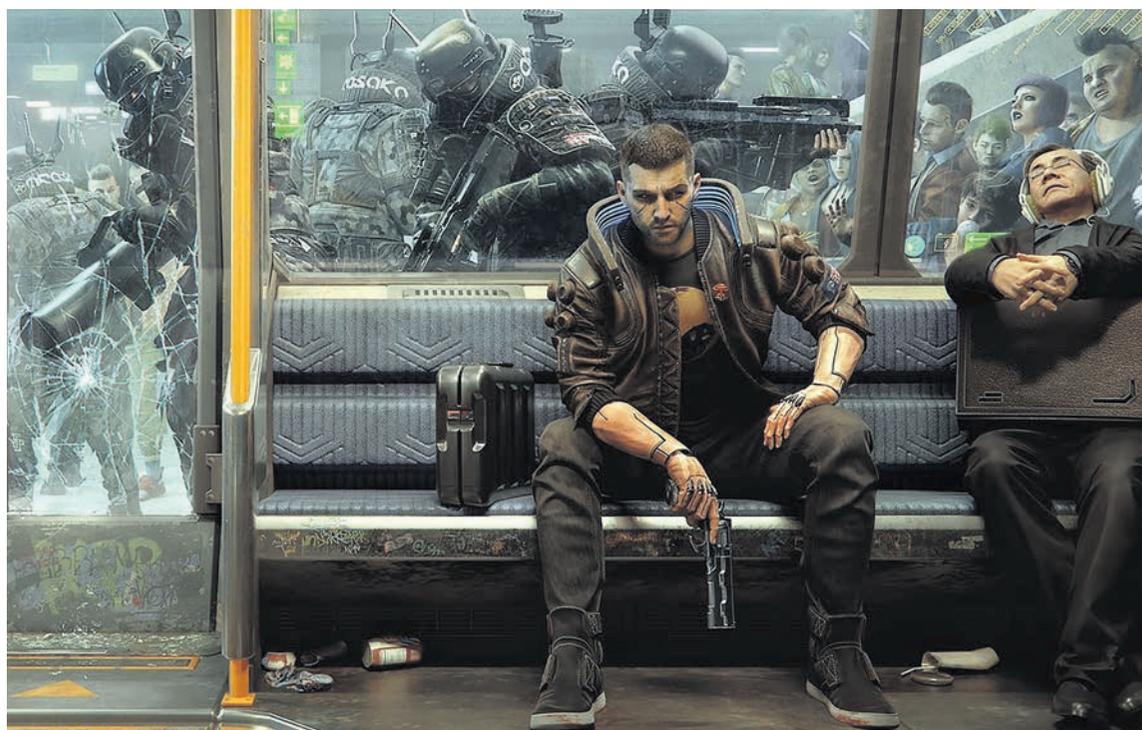
Même si de nombreuses situations problématiques ont fait tomber des têtes, ce n'est pas en coupant quelques mauvaises herbes que l'on va retaper le jardin. Les assurances données par des directeurs de «*faire mieux*» n'amélioreront pas la situation. Il faut organiser les travailleurs·euses et changer le rapport de force. Réinjectons un peu de marxisme bon sang.

La hype comme arme

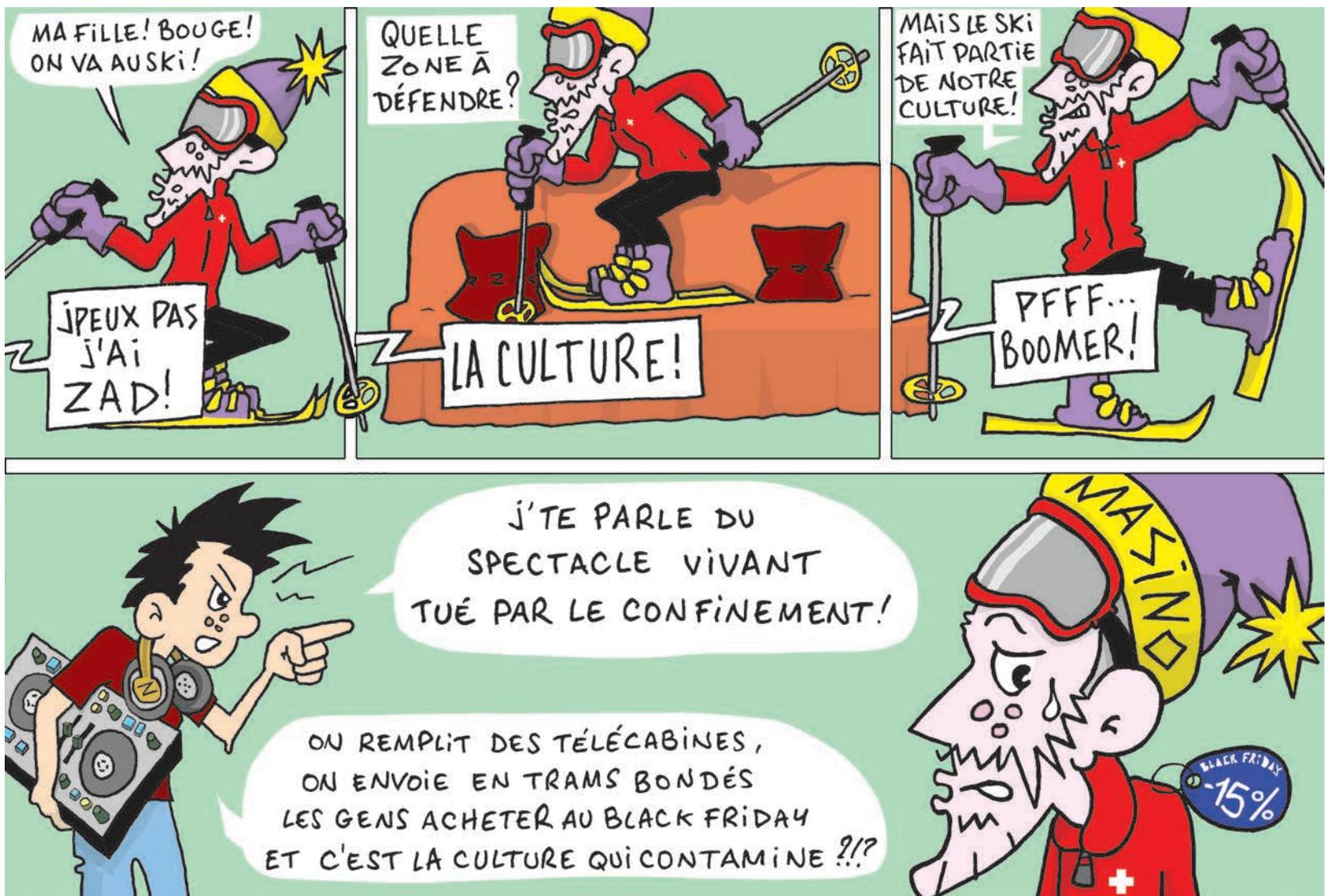
Au final le problème avec la *hype* est là, c'est qu'elle est utilisée par les capitalistes pour leurs intérêts. *Cyberpunk 2077*, sorti finalement ce mois après de nombreux retards, en est l'exemple parfait. Très content de jouer le rôle d'un studio «*pour les joueurs*» (contenus gratuits dans leurs jeux, aucune mesure anti-piratage, de nombreux cadeaux à des personnalités appréciées dans le milieu, etc), l'entreprise polonaise CD Projekt a désormais une armée à ses pieds qui s'occupe de faire taire les voix dissident·e·s. Un journaliste critique les heures supplémentaires forcées dans la boîte ? Menaces de mort. Une journaliste note le jeu 7/10 ? Menaces de mort *but make it about sexism*. Une journaliste épileptique met en garde contre une partie du jeu qui lui a causé une crise ? Bombardée sur Twitter de vidéos pouvant induire des crises.

Une jolie ironie alors que le jeu est sorti dans un état déplorable et criblé de bugs quelques jours après ces événements. Dans cette mécanique terriblement bien huilée, ce sont au final toujours les travailleurs·euses qui perdent... Sans surprise, je n'étais pas au rendez-vous des Game Awards 2020.

Sébastien Zürcher



L'éditeur de *Cyberpunk 2077* fait taire les voix dissidentes.



solidarités

380
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Agenda
- 3 Judiciarisation des luttes écologistes: révéler l'invisible
- 4 Prix des médicaments: le Conseil fédéral à plat ventre devant la Big Pharma
- 5 AVS21: c'était déjà non, c'est encore non et ce sera toujours non!
Budget de la ville de Genève: Ensemble à gauche a voté oui
- 6 Budget vaudois: la droite donne le ton
Changeons de cap: pour une ville de Lausanne écologique et solidaire
- 7 Budget neuchâtelois: inconséquence et désinvolture
Succès pour les transports gratuits à Fribourg
- 8 la COP21 n'a pas désamorcé la bombe climatique
- 10 @payetonepfl: cachez ce sexisme structurel que je ne saurais voir
Anne Sylvestre: décès d'une chanteuse féministe
- 11 Inde: protestations record contre de nouvelles lois sur le travail
- 12 France: vertige autoritaire et islamophobe
Grèce: nouvelle dérive autoritaire
- 13 Brésil: déclin du bolsonarisme et percée du PSOL
- 14 Chine: routes de la soie et main de fer
- 15 Le monde du jeux vidéo, terreau fertile pour le capitalisme

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40